

Les défis auxquels sont confrontées des femmes politiques en Afrique ont été mis sur le tapis récemment lors d'une conférence de presse à Johannesburg, la capitale économique de l'Afrique du Sud.

Quatre femmes politiques -- en provenance du Cameroun, du Ghana, du Kenya et du Lesotho -- ont répondu aux questions des journalistes venant d'Afrique du Sud et d'autres pays africains, le 28 novembre, à la Fondation Nelson Mandela. Ces femmes politiques étaient présentes en Afrique du Sud à l'invitation de Inter Press Service (IPS) et du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme pour un atelier de trois jours avec des journalistes.

Il était ressorti de la conférence que plusieurs femmes ont le désir d'obtenir des postes publics, mais que divers facteurs les empêchent de réaliser cette ambition.

"Des femmes veulent diriger, mais la politique est devenue une grosse affaire en Afrique et les femmes ne disposent pas de telles ressources énormes pour faire la concurrence efficacement", a déclaré Akua Dansua, une députée de la circonscription électorale du nord de Dayi, au Ghana.

Le nombre de femmes essayant d'obtenir des postes électifs en Afrique augmente.

Au cours des élections générales de 2002 au Kenya, par exemple, 44 femmes ont disputé les élections, tandis que plus de 100 femmes sont en lice pour le vote de ce mois, cinq ans après.

Toutefois, la tradition et la culture empêchent toujours plus de femmes de se présenter, a expliqué Akua.

Ces facteurs continuent de jouer un rôle même quand des femmes sont en fonction. Celles qui arrivent à se faire élire sont souvent nommées à des ministères considérés comme s'occupant des questions "moins pénibles" -- des sujets qui ne figurent pas en tête du programme du gouvernement -- tels que les affaires de femmes et de jeunes. Ceci favorise la perception que les femmes n'ont pas la capacité d'être au pouvoir, a déclaré Marie Hélène Ngoa, maire du district d'Akono, au Cameroun.

Peut-être que des femmes ne sont pas toujours en mesure de compter sur d'autres femmes quand elles veulent briguer des suffrages.

Des hommes et des femmes sont tous les deux plus à l'aise avec des dirigeants hommes parce qu'ils ont été socialisés pour croire que les hommes sont "les plus forts -- les dirigeants -- pendant que les hommes grimpent sur le dos des femmes pour aller au parlement, et une fois là-bas, ils nous oublient", a ajouté Akua.

Cependant, a indiqué Pamela Mburia -- qui est en train de disputer un siège parlementaire au Kenya -- des femmes apportent une perspective différente aux questions et doivent être représentées dans des instances de prise de décision.

"Si les femmes ne sont pas là, ainsi nous avançons sans la moitié de la population", a-t-elle observé.

Certaines femmes politiques avaient montré la différence que des femmes pouvaient faire dans la vie publique. Grâce à l'ancienne ministre kenyane de la Santé, Charity Ngilu, des femmes peuvent maintenant avoir accès aux services de maternité gratuitement dans les hôpitaux publics, par exemple.

La conférence de presse a également abordé le fait que les médias pourraient être sévères dans leurs reportages sur des femmes politiques -- tandis qu'ils ne traitent pas nécessairement les hommes de la même manière.

"Les femmes sont une minorité en politique, mais si une ou deux sont silencieuses, la presse dit que toutes les femmes sont silencieuses. Quand le même nombre d'hommes est silencieux, personne n'élève la voix contre eux. Nous ne devrions pas être jugées différemment", a souligné Rosemary Mants'o, conseillère municipale dans le district de Leribe, au Lesotho.

Au cours de l'atelier, qui a précédé la conférence de presse, on a exposé aux femmes politiques les diverses manières d'aborder les questions qui affectent leurs circonscriptions électorales, telles que le VIH/SIDA. Elles se sont également prononcées sur les manières les plus efficaces de traiter avec les médias dans leurs efforts pour rendre publiques leurs politiques.

Pour leur part, les journalistes ont appris comment éviter des stéréotypes quand ils écrivent sur des femmes politiques. Les médias ont tendance à faire des reportages sur des femmes de manière standard, les présentant essentiellement comme des mères, grand-mères ou épouses -- ce qui montre "que les femmes ne sont pas réellement de bonnes dirigeantes comme elles sont occupées à assumer ces autres obligations", a déclaré Pat Made, coordinatrice de l'atelier.

Citant une étude de 2005 réalisée en Afrique du Sud, elle a également indiqué que le reportage sur les femmes ne reflétait pas leurs nombres réels dans le leadership politique. "Pourtant, les médias devraient refléter la société, laquelle est composée d'hommes et de femmes".

Des journalistes ont été davantage encouragés à demander pourquoi les gouvernements n'appliquaient pas les protocoles qu'ils avaient signés et qui les obligeaient à augmenter le nombre de femmes dans les instances de prise de décision.

Plusieurs gouvernements ont présenté des tableaux idylliques des progrès qu'ils ont réalisés concernant ces protocoles, cependant rien ne se passait au niveau de la base. "Ils sont tranquilles (en agissant ainsi) parce que la presse ne joue pas son vrai rôle de surveillance", a affirmé Jan Moolman, de Women'sNet, une organisation sud-africaine à but non lucratif.